

Maison Européenne des Pouvoirs Locaux Français

www.pouvoirs-locaux-francais.eu











17 novembre 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Avenir du budget communautaire : les associations membres de la MEPLF attendent des clarifications.

La publication d'un document de travail de l'actuelle Commission sur les orientations du prochain budget communautaire a suscité de vives réactions des autres institutions communautaires et des parties prenantes de l'actuelle politique de cohésion européenne.

Même si la discussion sur ce texte semble avoir été ajournée, les associations membres de la Maison européenne des pouvoirs locaux français (MEPLF) partagent leurs inquiétudes et leurs réserves sur les orientations stratégiques présentées dans ce document.

En effet, ce texte suggère une réorganisation sectorielle du budget selon trois grandes priorités thématiques : croissance et emplois durables, énergie, action extérieure de l'UE. Il remet par ailleurs en cause le bien-fondé de la politique de cohésion et suggère une renationalisation de cette politique et la concentration des crédits sur les Etats - et non les régions – les plus en retard de développement. Cette approche conduirait à exclure 200 régions européennes sur 271 des bénéfices de la politique de cohésion.

Alors que les territoires subissent une crise économique et sociale très importante, que les disparités infra régionales continuent de s'accroître chaque jour, que les citoyens européens doutent de l'action européenne, il est regrettable de lire dans ce document que la politique de cohésion ne devrait pas continuer à soutenir « des Etats membres ayant atteint un degré raisonnable de prospérité » (p.12 du document)

Les associations membres de la Maison européenne des pouvoirs locaux français estiment qu'il incombera à la nouvelle Commission de clarifier rapidement ses intentions et d'exprimer clairement son soutien à une politique de cohésion associant l'ensemble des régions de l'Union européenne.

Elles appellent également à davantage de cohérence des initiatives de la Commission, car ce document semble en contradiction totale avec la méthode d'élaboration et les orientations du livre vert sur la cohésion territoriale récemment publié.

Les associations jugent indispensable que la future Commission européenne prenne position dans les meilleurs délais et s'attache à soutenir des politiques communautaires transversales, territorialisées et s'appuyant sur les acteurs locaux.

Contacts Presse:

AMF ADF AMGVF FMVM APVF

Marie-Hélène GALIN Nadia SALEM Sébastien FOURNIER Jean-Sébastien SAUVOUREL Carlos LUCA DETENA

Tél.: 01 44 18 13 59 Tél.: 01 45 49 60 43 Tél.: 01 44 39 34 65 Tél.: 01 45 44 90 11 PIERA Tél.: 01 45 44 99 94